



HAL
open science

“ L’industrie face au tournant environnemental. Le cas de l’agglomération lyonnaise ”, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence

Stéphane Frioux

► **To cite this version:**

Stéphane Frioux. “ L’industrie face au tournant environnemental. Le cas de l’agglomération lyonnaise ”, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence. Fabien Bartolotti, Olivier Lambert et Olivier Raveux. Les mondes de l’économie. Arpenter l’histoire avec Xavier Daumalin, Presses universitaires de Provence, p. 199-208, 2024, Confluent des sciences, 9791032005316. halshs-04844674

HAL Id: halshs-04844674

<https://shs.hal.science/halshs-04844674v1>

Submitted on 23 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Presses
Universitaires
de Provence

IMPORTANT

Dès la publication de l'ouvrage
dont vous êtes l'auteur,
les PUP vous autorisent à verser
le tiré à part « éditeur »
comprenant la table des matières, l'introduction
et le premier chapitre uniquement
sur une plateforme de science ouverte publique (HAL)
L'ouvrage dans sa totalité ne pourra être versé sur HAL
que 24 mois après sa publication papier
Sur une plateforme privée (Academia, ResearchGate etc.),
merci de ne faire figurer que le lien vers HAL

Les PUP vous conseillent
de choisir la licence CC-BY-NC-ND
pour la protection de votre travail,
en conformité avec les recommandations
d'OpenEdition Books

Nous vous remercions



LES MONDES DE L'ÉCONOMIE

XVIII^e-XXI^e SIÈCLE

ARPENTER L'HISTOIRE AVEC XAVIER DAUMALIN

sous la direction de

Fabien Bartolotti, Olivier Lambert, Olivier Raveux

CONFLUENT DES SCIENCES



confluent des
Sciences

Les mondes de l'économie

XVIII^e-XXI^e siècle

Arpenter l'histoire avec Xavier Daumalin

sous la direction de
Fabien Bartolotti, Olivier Lambert, Olivier Raveux

2024

PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE

© PRESSES UNIVERSITAIRES DE PROVENCE

AIX-MARSEILLE UNIVERSITÉ

29, avenue Robert-Schuman – F – 13621 Aix-en-Provence CEDEX 1

Tél. 33 (0)4 13 55 31 91

pup@univ-amu.fr – Catalogue complet sur presses-universitaires.univ-amu.fr/editeur/pup

DIFFUSION LIBRAIRIES : AFPUD <https://www.afpu-diffusion.fr>

DISTRIBUTION LIBRAIRIES : DILISCO Groupe Albin Michel

L'industrie face au tournant environnemental

Le cas de l'agglomération lyonnaise (années 1970)

Stéphane FRIOUX
Université Lumière Lyon 2, LARHRA, Lyon

De la catastrophe de Feyzin¹ à l'incendie qui frappa l'usine Lubrizol à Rouen (septembre 2019), sans faire de victimes, en passant par la dramatique explosion de l'usine AZF dans l'agglomération toulousaine en septembre 2001², l'histoire contemporaine de l'industrie française est malheureusement fertile en accidents, rappelant que le risque zéro n'existe pas et que la sécurité est une dimension parmi bien d'autres de l'exploitation de sites industriels dont on a perçu dès l'origine de l'industrie moderne, le potentiel caractère « dangereux, insalubre ou incommode³ ». Cette contribution à l'histoire environnementale des mondes urbains⁴ et industriels⁵ a pour objectif général d'éprouver, à partir des sources locales, la réalité et les limites de la « transition environnementale » des politiques publiques, incarnée par le ministère délégué à la protection de la nature et de l'environnement confié à Robert Poujade de 1971 à 1974. Elle utilise essentiellement des sources publiques, sans se confronter aux sources industrielles, dont l'accès n'est pas toujours évident.

-
- 1 Stéphane Frioux, dir., *Une France en transition ? Horizon, risques environnementaux et horizon écologique dans le second xx^e siècle*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2021.
 - 2 Sur l'histoire de ce site, Marion Cauhopé, « De la poudrerie nationale de Toulouse au Cancéropole : la catastrophe d'AZF dans les dynamiques territoriales d'un espace industriel urbain (1850-2008) », thèse de doctorat en géographie, Université Toulouse Le Mirail, 2011. Sur les commémorations de la catastrophe, Olivier Saint-Hilaire, « AZF, vingt ans après, entre mémoire et histoire : voir, ne pas voir une catastrophe industrielle », in Renaud Bécot, Elsa Devienne, Patrick Fournier, Stéphane Frioux, Judith Rainhorn, dir., *Le chemin, la rive et l'usine. Faire de l'histoire environnementale avec Geneviève Massard-Guilbaud*, Paris, Presses des Mines, 2023, p. 147-171.
 - 3 Geneviève Massard-Guilbaud, *Histoire de la pollution industrielle. France, 1789-1914*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.
 - 4 Geneviève Massard-Guilbaud, « Pour une histoire environnementale de l'urbain », *Histoire urbaine* 18, 2007, p. 5-21.
 - 5 Jean-Claude Dumas et Philippe Mioche, « Histoire des entreprises et environnement : une frontière pour la recherche », *Entreprises et histoire* 35, 2004/1, p. 69-88. Geneviève Massard-Guilbaud, « Environnement : une bien lente prise de conscience », in Jean-Claude Dumas, dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Paris, Flammarion, 2010, p. 995-1000.

On sait que le monde de l'entreprise n'a pas pu échapper aux revendications contre la pollution, et que les publications qui lui étaient destinées témoignent de ces inflexions, au moins dans les discours, sinon dans les préoccupations⁶.

Les pages qui suivent visent également à apporter un point de comparaison lyonnais aux recherches menées par Xavier Daumalin sur la région de l'étang de Berre. En effet si, dans un contexte de planification de l'industrialisation dans les zones industrialo-portuaires des « trente polluées », est expérimentée dans la région de l'étang de Berre une structure de régulation des plaintes de la société locale, le Secrétariat permanent pour les problèmes de pollutions industrielles ou SPPI⁷, l'agglomération lyonnaise, anciennement industrialisée, fait l'expérience d'une désindustrialisation progressive de son centre, qui se convertit au tertiaire et se résidentialise pour faire face à la demande en logements⁸. Rejetées en périphérie, les usines n'en demeurent pas moins des sources de pollution problématiques pour les trois milieux, eau, sol, air. Les archives permettent de mettre en lumière la spécificité de chaque enjeu, réglé (ou non) par des procédures différentes, et inclus dans les revendications habitantes et dans le travail administratif contemporains de l'irruption de la thématique environnementale dans la société française.

Une agglomération industrielle en mutation

Dans les années 1970, l'heure n'est pas encore aux « friches industrielles⁹ », expression dont il faudrait d'ailleurs faire l'histoire en fonction des territoires, et qui est employée en particulier dans le Nord-Pas-de-Calais et en Lorraine dans les années 1980. Au sud-ouest de Lyon, la région stéphanoise est confrontée assez tôt à ce problème en raison de la fermeture des mines et de la crise de ses anciennes industries de métallurgie. Lyon, riche également en ateliers métallurgiques de toutes sortes, et centre textile important avec la fabrique soyeuse et ses canuts¹⁰, a également tiré parti des ressources minérales voisines (charbon, pyrite) pour une industrialisation autour de la chimie, qui fournit des colorants pour le textile, et qui fait émerger une

6 Daniel Boulet, *Entreprises et environnement en France de 1960 à 1990. Les chemins d'une prise de conscience*, Genève-Paris, Droz, 2006 et « La politique de l'environnement industriel en France (1960-1990). Pouvoirs publics et patronat face à une diversification des enjeux et des acteurs », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 113, 2012, p. 155-168. On peut évoquer, dans le domaine de l'air, la création par de grandes branches industrielles (charbonnages, électricité, chimie, etc.) du CITEPA – Centre interprofessionnel technique d'étude de la pollution atmosphérique – en 1961, structure qui existe toujours et dont l'expertise s'impose peu à peu, au tournant des années 1970, face au déficit de coordination en matière de recherche publique dans le domaine.

7 Xavier Daumalin, « La création du Secrétariat permanent pour les problèmes de pollutions industrielles Fos/étang de Berre », *Rives méditerranéennes* 61, 2020, p. 69-102.

8 Jacques Bonnet, *Lyon, place tertiaire. Contribution à une géographie des affaires*, Aix-en-Provence, Edisud, 1986.

9 Le premier ouvrage contenant l'expression dans son titre, conservé à la BnF, est produit en 1980 par l'institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Île-de-France.

10 Pierre Cayez, *Métiers Jacquard et Hauts-Fourneaux. Aux origines de l'industrie lyonnaise*, Lyon, PUL, 1978.

branche autour du médicament au cours du xx^e siècle¹¹. Rhône-Poulenc est l'incarnation de ce dynamisme pharmaceutique et chimique, qui concerne d'autres firmes, et a colonisé tout particulièrement la vallée de la Saône, au nord de Lyon, et la vallée du Rhône, au sud, appelée aussi « vallée de la chimie¹² ». D'autres usines sont parfois situées en pleine ville, comme Rhodiaceta dans le quartier de Vaise, ou dans des marges urbaines rattrapées par l'urbanisation ou disposant de leurs cités ouvrières, telle l'usine de soie artificielle TASE à Vaulx-en-Velin.

Au niveau national et régional, l'histoire de la chimie, d'abord racontée sous l'angle des entreprises¹³ et des innovations, a désormais un autre aspect, celui des mobilisations ouvrières pour améliorer les conditions de travail, prendre en compte les risques de certains ateliers de production¹⁴, et des épisodes accidentels de pollution. Le temps d'écriture de cette contribution est d'ailleurs le moment d'une réactualisation des craintes relatives à l'impact sanitaire et environnemental de la chimie, avec, depuis 2022, l'affaire de la pollution de la vallée du Rhône aux perfluorés de l'usine Arkema de Pierre-Bénite¹⁵, site industrialisé depuis la fin du xix^e siècle et alors exploité par la firme PCUK dans les années 1970.

Cependant, des changements s'amorcent dans les années 1960, qui vont faire de Lyon une métropole tertiaire. Le départ de l'armée de la grande caserne de la Part-Dieu va permettre l'édification d'un centre d'affaires et commercial moderne¹⁶, créant une nouvelle polarité sur l'est de la ville, à l'écart du cœur historique situé le long de la Saône (« Vieux-Lyon ») et sur la presqu'île entre Rhône et Saône, légèrement au nord de la Guillotière où l'on implantait au xix^e siècle de nombreuses usines insalubres¹⁷. Dans la ville contiguë de Villeurbanne, qui dépasse les 100 000 habitants, plusieurs usines ferment, comme la teinturerie Gillet. Cette désindustrialisation, qui fait déjà

11 Michel Laferrère, *Lyon ville industrielle. Essai d'une géographie urbaine des techniques et des entreprises*, Paris, PUF, 1960. Yves Lequin, dir., *Rhône-Alpes, 500 années Lumière. Mémoire industrielle*, Paris, Plon, 1991.

12 François Duchêne, et Léa Marchand, avec les photographies de David Desaleux, *Lyon, vallée de la chimie. Traversée d'un paysage industriel*, Lyon, Libel, 2015.

13 Pierre Cayez, *Rhône-Poulenc (1895-1975). Contribution à l'histoire d'un groupe industriel*, Paris, Armand Colin/Masson, 1989.

14 Renaud Bécot, Gwenola Le Naour, « Un récit ouvrier sur la violence environnementale. La communication syndicale dans l'affaire de l'acroléine à PCUK Pierre-Bénite, 1975-1978 », *Sciences de la société* 100, 2017. DOI : 10.4 000/sds.5729.

15 Sur cette commune, avant les développements récents, Violaine Girard, « Avenir d'une identité industrielle et gestion du ou des risque(s) : Pierre-Bénite (69) dans le couloir de la chimie », *Annales de la recherche urbaine* 95, 2004, p. 27-33. Sur l'affaire en cours : Gwenola Le Naour et Valentin Thomas, « De l'incertitude scientifique à l'ignorance stratégique. Pollutions et maladies environnementales sans cause(s) au sud de Lyon », *Métropolitiques*, 27 octobre 2022, <<https://metropolitiques.eu/De-l-incertitude-scientifique-a-l-ignorance-strategique.html>>.

16 Jacques Bonnet, « L'essor du tertiaire supérieur à Lyon : le centre régional de la Part-Dieu », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 51, n° 1, 1976, p. 5-33.

17 Yann Brunet, « La ville et l'industrie : une histoire environnementale urbaine de la Guillotière au xix^e siècle », mémoire de master d'histoire sous la direction de Stéphane Frioux, Université Lyon 2, 2018.

l'objet d'études académiques au milieu des années 1970¹⁸, s'explique par différents facteurs : la concurrence de pays à bas coût de main-d'œuvre n'est pas encore la cause principale, mais le manque d'espace pour s'agrandir, avec pour corollaire la recherche d'emplacements propices à des sites modernisés, proches des nouvelles voies autoroutières, est un facteur clé qui contribue à créer une nouvelle ceinture industrielle, plus éloignée, dans les communes situées au-delà du boulevard périphérique : Meyzieu, Saint-Priest, Corbas par exemple, outre les bastions communistes que sont Vaulx-en-Velin et Vénissieux. Certains projets vont même jusqu'à concerner une troisième couronne encore rurale, où des mobilisations environnementalistes se créent, comme dans le cadre du marais des Échets, au nord-est de Lyon. Dans ce site dont les naturalistes réclament la protection, une implantation d'usine chimique Ugine-Kuhlmann aurait été envisagée en 1971¹⁹. Les élus du département de l'Ain accueillent volontiers l'industrialisation, quelques kilomètres plus en amont, dans un « parc industriel » conçu dans les années 1970 aux alentours de Saint-Vulbas où fonctionne déjà un réacteur nucléaire avec la technologie « graphite-gaz » et où quatre réacteurs à eau pressurisés sont annoncés pour le tournant 1970-1980 ; différents projets, de la cimenterie à la raffinerie, y ont été envisagés, sans voir le jour²⁰.

En synthèse, même si l'industrie libère de nombreux espaces dans la ville de Lyon, jusqu'au début du XXI^e siècle (dans le quartier de Gerland, par exemple, et dans la ZAC Confluence, quartier entre le Rhône et la Saône qui fut un des berceaux de l'industrie moderne il y a deux cents ans), elle ne disparaît pas de l'agglomération lyonnaise. Elle concerne des communes plus petites, avec lesquelles un rapport de force en leur faveur peut jouer, l'usine étant un gros employeur et un pourvoyeur de ressources financières non négligeables. Bien que syndiquée²¹, la main-d'œuvre réagit inégalement aux pollutions industrielles, dans un contexte de fragilisation économique et de mutations de la propriété des firmes, dont le capital n'est plus possédé par des familles régionales. L'essor des idées de protection de la nature et de l'environnement, qui aboutit à la structuration d'associations au niveau départemental ou régional (le COSILYO à Lyon et dans le Rhône dès 1966, la FRAPNA en Rhône-Alpes en 1971), mais également à la formation de structures plus petites dans

18 Marc Bonneville, *Naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière : Villeurbanne. Processus et formes d'urbanisation*, Lyon, PUL, 1978 et « La désindustrialisation urbaine, le cas de Villeurbanne (1963-1974) », *Revue de géographie de Lyon*, vol. 50, n° 1, 1975, p. 97-105.

19 Archives départementales du Rhône et de la Métropole de Lyon (ADRML), 297J330. Sur l'affaire du marais des Échets comme moment fondateur de la structuration de l'écologisme lyonnais, voir Stéphane Frioux, « La zone humide, le naturaliste et le bulldozer. Aux sources de l'environnementalisme en région lyonnaise : l'affaire du Marais des Échets (Ain) », in Marie Delcourte, Marc Galochet, Fabrice Guizard, Emmanuelle Santinelli-Foltz, dir., *Environnement, Territoires et Sociétés. Études interdisciplinaires offertes à Corinne Beck*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2021, p. 309-325.

20 ADRML, 1498W15.

21 Renaud Bécot, « Agir syndicalement sur un territoire chimique. Aux racines d'un environnementalisme ouvrier dans le Rhône, 1950-1980 », *Écologie & politique* 50, 2015, p. 57-70 ; Renaud Bécot, « L'invention ouvrière d'une pratique de précaution ? L'expérience du Carnet d'exposition aux risques professionnels, 1975-1987 », *Histoire@Politique : revue du Centre d'histoire de Sciences Po* 36, 2018, p. 2-22.

presque toutes les communes périurbaines, joue également un rôle et témoigne d'une vigilance citoyenne à l'égard des pouvoirs publics. On fera, dans ce chapitre, le bilan des grands problèmes de la décennie 1970²², milieu par milieu, puisque les transferts intermilieux – incarnés par exemple par l'acidification des lacs scandinaves – ne sont pas encore vraiment évoqués par les acteurs étudiés.

L'eau et le sol : débordements industriels dans l'environnement périurbain

L'histoire institutionnelle des politiques environnementales a montré que le ministère de l'environnement a été précédé par différentes initiatives sectorielles, comme la création de parcs nationaux, ou la loi sur l'eau du 16 décembre 1964, largement motivée par l'essor des plaintes de pêcheurs contre la pollution des usines qui provoquait la mortalité de poissons²³. Dans ce domaine, des agences financières de bassin sont mises en place dans la seconde moitié des années 1960. Lyon est le siège de l'agence Rhône-Méditerranée-Corse, qui va s'occuper de nombreux sujets en lien avec la pollution, du Jura jusqu'au pourtour méditerranéen²⁴. Des zones prioritaires sont désignées, au cours des premières années : la Saône est polluée par les rejets salins de l'usine de Tavaux, dans le Jura ; le Gier, affluent du Rhône en aval de Lyon, est victime de différents déversements industriels entre Saint-Chamond et Givors. Des inventaires de qualité de l'eau, réalisés très progressivement, sont mis à l'ordre du jour. Une taxe dite « pollueur-payeur » est instaurée après quelques années de fonctionnement sur les crédits de l'État, mais en retour, la subvention de dispositifs d'épuration des effluents industriels est une pratique courante de l'Agence. Elle est d'ailleurs critiquée par le maire de Pierre-Bénite, qui se plaint que le taux de subvention pour des stations d'épuration industrielles soit supérieur à celui des équipements prévus par les collectivités locales²⁵. L'opposition est forte, du côté des maires de la vallée du Rhône entre Givors et Saint-Fons, d'obédience communiste ou socialiste pour une certaine partie d'entre eux, regroupés dans une association de défense contre les pollutions du Rhône officiellement créée en 1971 et qui réclame pendant plus d'une dizaine d'années la dépollution du fleuve²⁶.

22 Pour voir les résultats d'une enquête sur une durée plus long (années 1950-années 1990), voir Stéphane Frioux, dir., *Une France en transition ?*, op. cit.

23 Jean-Pierre Le Bourhis, « La publicisation des eaux. Rationalité et politique dans la gestion de l'eau en France (1964-2003) », Thèse de science politique, Université Paris 1, 2004 ; Christelle Gramaglia, « De la passion de la pêche à la dénonciation des pollutions. Mise en forme d'une revendication (1958-1978) », *Responsabilité & Environnement* 46, avril 2007, p. 53-59.

24 Stéphane Frioux, « Les eaux courantes et leurs usagers au défi de l'administration de la pollution : le début de l'agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse dans la région lyonnaise (fin des années 1960-début des années 1970) », *Siècles* 53, 2022, DOI : <https://doi.org/10.4000/siecles.10168>.

25 J.-M. Mick, « L'Agence de l'eau et les collectivités locales », *Stop Pollution* 1, 1975, p. 15.

26 Gwenola Le Naour, « Du lac Léman à la Méditerranée, des « empêcheurs de polluer en rond ». Une association de communes dans la lutte contre les pollutions du fleuve Rhône (1971-1982) », in Laura Centemeri, Xavier Daumalin, dir., *Pollutions industrielles et espaces méditerranéens, XVIII^e-XXI^e siècle*, Karthala/Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 2015, p. 181-196. Cette association

Cette défiance est alimentée par plusieurs épisodes de pollution accidentelle, en 1971, 1972, 1976, 1978 : avec leurs lots de poissons morts, ils déclenchent couverture médiatique, parole des pêcheurs, rapports et enquêtes de gendarmerie et parfois poursuites en justice²⁷. Ces accidents, spectaculaires par la mortalité massive de poissons en un temps court, ont cependant moins de répercussions durables que le problème de la pollution du Rhône aux PCB, identifié plus tard et qui entraînera des changements durables dans les pratiques de pêche (interdiction de consommer le poisson, par exemple)²⁸. Les PCB, en se fixant dans les sédiments, ont appelé un plan de remédiation sur un temps moyen, financé par l'agence de bassin²⁹, et ont montré les défis modernes, suscités par les transferts de polluants entre milieux, que l'approche française segmentant les problèmes (eau, air, déchets) avait du mal à appréhender.

Ainsi, un autre problème de cette époque, qui mêle premières préoccupations d'action publique environnementale et pollutions industrielles, concerne les résidus solides de certaines usines, qui sont susceptibles de venir polluer, par contact avec la pluie, les nappes phréatiques et les cours d'eau – au-delà des sols dont la pollution n'est guère prise en compte à l'époque. En 1971, on découvre ainsi que des déchets industriels sont déversés dans une ancienne carrière située sur l'emprise du futur aéroport de l'est lyonnais, sur la commune de Satolas, dans l'Isère³⁰. Pendant plusieurs années, des groupements industriels³¹ réfléchissent au meilleur emplacement pour traiter les déchets industriels de l'agglomération lyonnaise et sortir d'une pratique empirique au cas par cas, comme pour le port pétrolier de Givors dont le directeur faisait brûler les résidus du nettoyage des cuves à l'air libre³². Le projet d'usine est, pendant un temps, prévu dans l'île de la Chèvre, au sud de Lyon, dans la vallée de la chimie. Mais, outre les élus de la zone, les fonctionnaires en charge du plan d'occupation des sols de la zone sont réticents à industrialiser une île qui peut jouer un rôle d'écran naturel entre les communes de la rive droite du fleuve, et les industries chimiques de la rive gauche³³. Il est finalement localisé en amont, à une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau, dans le tout nouveau parc industriel de la plaine de l'Ain. Cela n'empêche pas les déversements illégaux et clandestins de

publie à partir de 1975 plusieurs numéros d'une revue intitulée *Stop Pollution*, et un *Livre blanc sur la pollution du Rhône* en 1983.

27 Voir la frise chronologique sur : <<https://transenvir.fr/frises/pollution-des-cours-deau/>>.

28 Aurélien Féron, « Persistance biochimique et récalcitrance politique. Enquête socio-historique sur les résurgences multiscalaires d'un problème environnemental et sanitaire », thèse de doctorat en histoire, EHESS, 2018. ADRML, 5558W4.

29 Celle-ci indique, dans son rapport d'activité 2019 que « la contamination par les PCB est sous surveillance ». <https://www.save-innovations.com/wp-content/uploads/2020/04/ae-rmc_rapport_activites_2019.pdf> (consulté le 2 juillet 2023).

30 ADRML, 2614W5, arrêté de mise en demeure du préfet du Rhône, 26 juillet 1971. Référence citée in Yann Brunet, « Des déchets industriels dangereux et des territoires : le cas de l'agglomération lyonnaise entre les années 1970 et le début des années 1980 », mémoire de master 2, mention « Ville et environnements urbains », 2019.

31 Tels le Groupement interprofessionnel lyonnais (GIL) et l'APORA (Association patronale anti-pollution).

32 Yann Brunet, « Des déchets industriels... », *op. cit.*

33 ADRML, 1557W4, lettre du directeur départemental de l'équipement au préfet du Rhône, 22 novembre 1974.

matières dangereuses. La commune résidentielle de Dardilly, dans l'Ouest lyonnais, en est victime durant la seconde moitié des années 1970, dans sa décharge du Bouquis. Des camions viennent déverser leur chargement la nuit ; les registres de la décharge ne sont pas correctement tenus à jour. Les riverains se plaignent de maux de tête et de nausées, à partir de 1977, et le maire se fait leur porte-parole vis-à-vis des services de la préfecture et des installations classées³⁴. L'affaire se clôt quelques années plus tard par la fermeture administrative de la décharge, qui reste un des sites les plus pollués de la région³⁵.

L'air lyonnais des années 1970 sentait-il le soufre ?

Lorsque le ministère de l'environnement français est créé, en 1971, la pollution de l'air est déjà l'objet de politiques publiques, qui naissent dans une grande partie du monde occidental au tournant du XIX^e et du XX^e siècles³⁶. Lyon connaît ainsi, dans les années 1905-1932, des phases de chasse aux fumées par les services municipaux, qui mènent une politique de persuasion, appuyée sur un arrêté municipal et sur la possibilité de remédier à ce problème par des dispositifs fumivores ou par un changement de combustible. La loi française sur les fumées industrielles, défendue tout particulièrement par le sénateur André Morizet, également maire de la ville de Boulogne-Billancourt, et promulguée le 20 avril 1932, vient contrecarrer ce municipalisme antifumée³⁷. Elle confie désormais la responsabilité de la lutte contre les fumées à l'autorité préfectorale. En outre, elle laisse un délai supplémentaire aux industriels, par rapport aux établissements publics et commerciaux, pour se mettre en conformité avec les dispositions des arrêtés à intervenir³⁸. La question de la pollution est remise sur l'agenda dans les années 1950 suite au *Great Smog* de Londres (plus de 4 000 morts, en décembre 1952). En 1960 une section lyonnaise de l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA), fondée deux ans plus tôt à Paris, est créée sous l'égide du bureau municipal d'hygiène. L'APPA et le bureau municipal d'hygiène développent un réseau de mesure avec des postes dits « soufre-fumée », qui permettent de mesurer le taux de dioxyde de soufre (par dosage en laboratoire) et des particules de poussières les plus importantes en diamètre. Au milieu des années 1960, huit postes fonctionnent quotidiennement, implantés tant

34 ADRML, 1914W2, lettre du maire de Dardilly au préfet du Rhône, 19 octobre 1979.

35 Yann Brunet, « La face sombre du métabolisme industriel de l'agglomération lyonnaise dans les années 1970-1980 », in Stéphane Frioux, dir., *Une France en transition...*, op. cit., p. 255-266.

36 David Stradling, *Smokestacks and progressives. Environmentalists, Engineers, and Air Quality in America, 1881-1951*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999.

37 Stéphane Frioux, *La France enfumée. Écrire l'histoire de la pollution de l'air en France, du XIX^e siècle au début des années 1980*, mémoire inédit pour l'habilitation à diriger les recherches, université Gustave-Eiffel, 2023.

38 Stéphane Frioux, « Problème global, action locale : les difficultés de la lutte contre les fumées industrielles à Lyon (1900-1960) », in Michel Letté, Thomas Le Roux, dir., *Débordements industriels. Environnement, territoire et conflit XVIII^e-XXI^e siècle*, Rennes, PUR, 2013, p. 317-333. Voir le rapport de l'ingénieur en chef de Lyon, Camille Chalumeau, pour le congrès des maires de 1935 (archives municipales de Lyon, 675WP23).

dans les quartiers résidentiels (ouest de Lyon, 5^e arrondissement et Brotteaux, dans le 6^e arrondissement, que dans des arrondissements encore fortement industriels : le 7^e et le 8^e). Des industries de service public, comme EDF-GDF, participent à la section locale de l'APPA. À titre de comparaison, le « Comité Marseille-Provence », fondé peu après à Marseille, accueille également des industriels dans son bureau, y compris des dirigeants de l'industrie pétrochimique de l'étang de Berre³⁹.

La politique nationale est cependant ambiguë car le ministère de Robert Poujade va reprendre au ministère de la Santé la compétence relative à la lutte contre la pollution atmosphérique⁴⁰. Ce sont les ingénieurs du service de l'environnement industriel, détaché du ministère du Développement industriel et scientifique pour s'insérer dans une toute nouvelle direction de la prévention des pollutions et nuisances, qui prennent en charge le pilotage de la surveillance des sites à risque, dans une configuration où les nuisances et les risques d'accidents sont régulièrement évoqués dans des plaintes et réclamations de citoyens – dont ils se méfient, prétextant une sensibilité particulière de l'opinion publique⁴¹. Ainsi, Lyon et sa région sont, durant deux ans, le théâtre d'une intense mobilisation publique et médiatique contre un projet de nouvelle raffinerie, pensée pour accompagner les prévisions d'augmentation de la demande en produits issus du raffinage, comme l'éthylène, pour l'industrie chimique de toute la région Rhône-Alpes⁴². Les archives montrent que les ingénieurs ne sont pas complètement industrialistes et cherchent à limiter les nuisances : en effet, ils ne sont pas dupes des pollutions de la raffinerie de Feyzin, qui émet environ 25 tonnes de SO₂ par jour, et déplorent, dans des rapports internes, la mauvaise volonté de la direction de l'usine pour améliorer les choses. Si la raffinerie incarne durablement le risque industriel dans la région lyonnaise, ce sont de multiples industries, dans les villes de Saint-Fons et Vénissieux, au sud-est de Lyon, qui engendrent au quotidien des plaintes pour leurs fumées, leurs odeurs, le bruit, etc.⁴³. Et durant plusieurs mois, entre septembre 1970 et le printemps 1971, la presse fait la chronique d'une véritable affaire des odeurs qui planent, mystérieuses, sur l'agglomération, et engendrent courriers des lecteurs, rapports de gendarmerie, prises de position du maire de Lyon, avant de disparaître sans qu'aucun coupable n'ait été identifié par les hygiénistes et les ingénieurs des Mines⁴⁴.

Le dioxyde de soufre est alors le principal marqueur de la pollution de l'air par l'industrie et par la consommation de combustible pour le chauffage des habitations et des bâtiments collectifs. Il est mesuré par le bureau d'hygiène de Lyon pour le cœur

39 On peut suivre ses activités dans les numéros de la *Revue trimestrielle de l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique* (devenue *Pollution atmosphérique* en 1966). Voir aussi les documents conservés aux archives municipales de Marseille, 468W19.

40 Voir le récit de son action : Robert Poujade, *Le ministère de l'impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1975.

41 Jean Syrota, « L'industrie et l'environnement », *Annales des mines*, octobre 1971, p. 31-36.

42 Un pôle chimique existe en effet également au sud de Grenoble, sur les communes de Jarrie et Pont-de-Claix, depuis la Première Guerre mondiale. Robin Le Noan, « La continuité par le changement : les changements comme facteurs de stabilité dans la conduite de l'action publique de gestion des risques industriels à Pont-de-Claix (1971-2011) », thèse de sciences politiques, Université Lyon 2, 2015.

43 ADRML, 2614W6.

44 ADRML, 1914W54 et 56.

de l'agglomération, mais également par deux autres acteurs : l'association ALPOLAIR constituée en 1975 par des patrons de la vallée de la chimie (PCUK, Rhône-Poulenc, etc.), plus particulièrement dans les communes industrielles de Saint-Fons et Feyzin où sont installés des postes de mesure de la raffinerie ELF⁴⁵, et EDF autour de sa centrale thermique de Loire-sur-Rhône. Les rapports des Mines désignent cette usine comme la principale source d'émission de dioxyde de soufre, avec près de 150 tonnes par jour, six fois plus que la raffinerie de Feyzin. Elle est cependant plus éloignée des grandes concentrations citadines, proche de petites villes comme Givors et Chasse-sur-Rhône. Soulignons que les émissions totales sont nettement moindres que celles du bassin industriel de l'étang de Berre et de Fos-sur-Mer : ainsi, la centrale thermique de Martigues rejette bien plus de SO₂ que chaque usine chimique prise séparément : de l'ordre de 270 à 290 tonnes par jour – soit près de deux fois plus que la centrale de Loire – durant la saison hivernale, en 1978⁴⁶. Le dioxyde de soufre est donc l'alpha et l'oméga de la régulation des sources fixes de pollution et l'historique des mesures depuis 1960 permet aux hygiénistes comme à la préfecture, de se montrer rassurants, malgré une petite remontée des taux moyens au début des années 1970, en raison de la teneur en soufre des pétroles du Moyen-Orient. « Rien ne permet d'affirmer que l'air que nous respirons à Lyon contienne des substances cancérigènes », proclame le directeur du Centre de microbiologie du service de santé des armées, lors d'une réunion du comité lyonnais de l'APPA en 1972⁴⁷. L'action principale des services préfectoraux est de faire fusionner les réseaux de mesure en une association chargée de gérer les stations « soufre-fumées », et susceptible de recevoir des subventions étatiques pour moderniser les appareils, dans le sens d'une automatisation. L'association COPARLY, acronyme de « Comité de coordination pour le contrôle de la pollution atmosphérique dans la région lyonnaise », est ainsi mise en place à la fin de la décennie 1970, malgré les réticences des experts du bureau municipal d'hygiène de Lyon, qui voient se profiler le dessaisissement de leurs compétences⁴⁸. La pollution industrielle de l'air est désormais intégrée dans une pollution plus globale, liée au chauffage domestique des particuliers et au trafic routier. La « zone de protection spéciale » – ZPS – mise en place en 1974, conformément au « Programme des Cent mesures pour l'environnement » de juin 1970, et en application de la loi-cadre du 2 août 1961 qui avait remplacé la loi du 20 avril 1932, ne semble pas avoir suscité de problèmes d'application, à en croire les archives consultées⁴⁹.

Les années 1970 sont encore mal connues pour l'étude de la pollution chronique. Ce sont certes des années d'avancées sociales importantes, dans le sillage du mouve-

45 ADRML, 1412W1, *Presse-Environnement* 163, 24 octobre 1975, « Air : Alpolair, dans un premier temps, limitera son action à la région sud de Lyon ».

46 AD Bouches-du-Rhône, 1482W38, annexe V au rapport du SPPPI intitulé « Surveillance de la pollution atmosphérique en 1978 », présenté le 29 mai 1979 à la commission « Air » du SPPPI.

47 ADRML, 1059W6, coupure de presse, *Le Progrès*, 1972.

48 ADRML, 1924W19, liste dactylographiée des membres intitulée « Comité de coordination pour le contrôle de la pollution atmosphérique en région lyonnaise, assemblée constitutive, 18 juin 1979 ».

49 Outre le carton des ADRML cité dans la note ci-dessus, on peut consulter aux archives nationales le carton 20080265/78, sur les ZPS françaises dans les années 1980.

ment de 1968 et d'une modernisation de la vie politique incarnée par le mandat de Valéry Giscard-d'Estaing⁵⁰. Toutefois, elles sont ambiguës et paradoxales au niveau des relations entre la société française et son environnement. Si un petit noyau de militantisme écologique émerge rapidement, autour de l'association « Les Amis de la Terre », en particulier⁵¹, il reste marginal socialement, et divisé sur les modalités d'action et l'engagement politique éventuel, comme l'illustre, à Lyon, la réunion de 1980 entre les courants écologistes au sujet d'une candidature à l'élection présidentielle de 1981⁵². L'État ne recule guère sur ses grands projets, comme le surgénérateur de Creys-Malville à l'est de Lyon, sur le Haut-Rhône. Les grandes catastrophes comme celle de Seveso en Italie en 1976 ont retenu l'attention au niveau international, puis dans le domaine de la recherche. Mais localement, les accidents ont pu être nombreux. En région lyonnaise, il s'est agi majoritairement d'épisodes de pollution de la Saône et du Rhône. Pendant ce temps, la mise en place d'une zone de protection spéciale, en 1974, conjuguée avec le basculement vers l'électricité d'origine nucléaire, a permis d'améliorer la situation de la qualité de l'atmosphère, mesurée à travers le volume de dioxyde de soufre. Les spécialistes se sont mis à discuter, dans les sphères transnationales comme l'OCDE, de nouveaux risques comme l'exposition chronique aux oxydes d'azote, mais cela n'est « descendu » que difficilement dans les mondes urbains français : à l'orée des années 1980, c'est bien encore en termes de production de dioxyde de soufre, et uniquement pour le territoire de la ville de Marseille et non celui de l'étang de Berre, que l'imitation de l'expérience lyonnaise de ZPS est contestée par les industriels, longtemps soutenus par la municipalité Defferre⁵³. Encore quelques années et l'automobile allait définitivement détrôner la cheminée d'usine comme symbole des problèmes à résoudre en matière de pollution urbaine...

50 Sur les années 1970 en général, Philippe Chassaing, *Les années 1970. Fin d'un monde et origine de notre modernité*, Paris, Armand Colin, 2008. Sur les droits des femmes, on lira Bibia Pavard, Florence Rochefort et Michelle Zancarini-Fournel, *Les lois Veil. Les événements fondateurs : contraception 1974, IVG 1975*, Paris, Armand Colin, 2012.

51 Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes, PUR, 2017.

52 ADRML, 2511W26. Dossier des renseignements généraux. Chemise « Assises nationales de l'écologie à Lyon, les 2,3,4 mai 1980 ».

53 Archives municipales de Marseille, 100 II 405..

Table des matières

Fabien BARTOLOTTI, Olivier LAMBERT, Olivier RAVEUX

Introduction 5

Trajectoires, transitions et hybridation énergétiques

François JARRIGE

Une énergie de transition ?
Essai sur les manèges dans la région marseillaise au XIX^e siècle 27

Gilbert BUTI

Au crépuscule de la marine à voile à Marseille
L'odyssée de l'*Élisa* en Méditerranée (1867-1897) 41

Olivier RAVEUX

Une mer de désordres
Pannes et accidents mécaniques des navires à vapeur marseillais
au milieu du XIX^e siècle 53

Bruno MARNOT

Les ports français, acteurs majeurs de la politique nationale du pétrole
Ca. 1920 - ca. 1960 69

L'envers de la croissance

Risques industriels, dégradation des milieux et impacts sanitaires

Philippe MIOCHE

Les pollutions de Pechiney en Provence 83

Gérard CHASTAGNARET

Tuer pour vivre... et mourir du mercure
L'émeute d'Almadén (Espagne) du 4 juillet 1874 95

Céline REGNARD et Stéphane MOURLANE

Les explosions à la Dynamite de Saint-Martin-de-Crau
1894-1939 109

Daniel FAGET et Émilien RÉVEILLON

Le golfe de Saint-Tropez (1945-2010)
Une microhistoire des dégradations littorales contemporaines en Méditerranée 125

Isabelle RENAUDET

Quantifier le préjudice, qualifier la catastrophe
Le naufrage du *Prestige* en 2002 145

Mobilisations, engagements et stratégies environnementales

Rémi GRISAL

Extraction d'argile et expropriation
La résistance des habitants à la construction du premier chemin de fer à Marseille
en 1844 163

Martine CHALVET

Le « reboisement » de Notre-Dame de la Garde
Une « œuvre » de patrimonialisation 173

Renaud BÉCOT

De « l'inadéquation des temporalités »
Une historiographie environnementale des désindustrialisations 187

Stéphane FRIOUX

L'industrie face au tournant environnemental
Le cas de l'agglomération lyonnaise (années 1970) 199

Fabien BARTOLOTTI

Quand les entrepreneurs se mettent au vert
Les débuts de l'association Environnement-Industrie (1974-1992) 209

Mauve CARBONELL

La difficile réhabilitation des crassiers des usines d'alumine à Marseille
Années 1980-1990 219

Mesure et démesure de la société industrielle

Anne MONTENACH

Le prix du travail dans la soierie lyonnaise au XVIII^e siècle 235

René BORRUEY

Ré-identification d'un dinosaure malmené 247

Béatrice TOUCHELAY	
Les mendiants de Hanoï dans les années 1930 ou l'utopie du contrôle dans l'empire colonial français	265
Olivier LAMBERT	
Témoigner de la modernisation de l'industrie française au cours des Trente Glorieuses L'exemple des Forges de Crans : une démarche de collecte de la mémoire	277
Jean-Claude DAUMAS	
Consommation ouvrière et société de consommation dans la France des Trente Glorieuses	299
Jean-Marie GUILLON	
Postface Vu de Marseille et de la Méditerranée, la pertinence d'un regard décentré	311
Les auteurs	315
Table des illustrations	319



LES MONDES DE L'ÉCONOMIE XVIII^e-XXI^e SIÈCLE

ARPENDER L'HISTOIRE AVEC XAVIER DAUMALIN

CONFLUENT DES SCIENCES

Alors que les sciences se diversifient et se ramifient, les savoir-faire et savoirs techniques s'enrichissent aux travers d'approches pluridisciplinaires qui font entrer en résonance sciences exactes et sciences humaines.

Questionner la physionomie et les ressorts des mondes économiques du passé pour fournir des clés de compréhension pour ceux d'aujourd'hui: telle est l'ambition que s'est fixée Xavier Daumalin depuis plus d'une trentaine d'années. Auteur d'une œuvre qui s'est toujours développée sur les fronts pionniers de l'historiographie, il n'a cessé d'ouvrir de nouveaux chantiers de recherche en prise avec les enjeux de la société contemporaine, y compris en initiant un dialogue avec les sphères extra-universitaires. Cet ouvrage entend lui rendre hommage en arpentant, à partir d'une grande variété d'études de cas, depuis les prémices de la Révolution industrielle jusqu'à nos jours, depuis la Provence jusqu'à l'Asie, les grandes thématiques qui ont été les siennes: les trajectoires, les transitions et les hybridations énergétiques, les mobilisations environnementales ou encore la mesure, la démesure et l'envers de la croissance industrielle. Les travaux rassemblés dans ce volume témoignent de la vitalité actuelle de la recherche sur ces sujets et prolongent les approches méthodologiques que Xavier Daumalin a développées. Ils s'inscrivent dans son sillage caractérisé par une quête insatiable d'archives inédites, une attention portée à la dimension sociale, politique mais aussi culturelle de l'économie, une lecture du progrès technique exempte de toute simplification et la volonté de toujours profiter des apports d'autres disciplines, depuis les sciences économiques jusqu'à l'écologie.

Couverture

Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 410 U 132, aquarelle représentant l'usine de sulfure de carbone Deiss des Chartreux à Marseille en 1875, © cliché O. Raveux.

Fabien Bartolotti est chercheur post-doctorant et membre de l'UMR TELEMME, Aix Marseille université. Ses travaux portent sur l'histoire économique et environnementale des espaces industriels, portuaires et maritimes à l'époque contemporaine.

Olivier Lambert est professeur associé à Aix Marseille université et membre de l'UMR TELEMME. Spécialisé en histoire économique, il dirige l'Institut pour l'histoire de l'aluminium, centre de ressources et d'expertise consacré à la préservation et à la valorisation du patrimoine industriel, en particulier celui de l'aluminium, en France et à l'international.

Olivier Raveux est directeur de recherche au CNRS, UMR TELEMME, Aix Marseille université. Spécialiste des économies méditerranéennes du XVII^e au XIX^e siècle, il s'intéresse notamment aux circulations des techniques, au travail maritime et aux échanges commerciaux eurasiatiques.